



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA PÊCHE

<p>Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche</p> <p>Sous-Direction des politiques et de formation et d'éducation</p> <p>Bureau de la vie scolaire, étudiante et de l'insertion</p> <p><b>Adresse :</b> 1 ter, avenue de Lowendal 75700 Paris 07 SP</p> <p><b>dossier suivi par :</b> Christine HESSENS</p> <p><b>Tél :</b> 01.49.55.52.26</p> <p><b>Fax :</b> 01.49.55.52.06</p> <p><b>Mél :</b> christine.hessens@agriculture.gouv.fr</p>	<p><b>CIRCULAIRE</b></p> <p><b>DGER/SDPOFE/C2008-2005</b></p> <p><b>Date: 28 février 2008</b></p>
--	---

Date de mise en application : immédiate  
Nombre d'annexes : 2

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche  
à  
Destinataires (voir liste jointe)

**Objet:** Sécurité incendie

**Bases juridiques:** Règlement de sécurité contre le risque d'incendie et de panique

**Mots-clés :** Sécurité incendie

Destinataires	
<p><b><u>Pour exécution :</u></b></p> <p>Mesdames et messieurs les directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt, Mesdames et messieurs les directeurs de l'agriculture et de la forêt, Mesdames et messieurs les chefs de SRFD et de SFD, Mesdames et messieurs les directeurs des établissements publics locaux d'enseignement technique et de formations professionnelle agricole, Monsieur les directeur de l'établissement public national d'enseignement et de formation professionnelle agricole, Mesdames les directrices et messieurs les directeurs des établissements publics d'enseignement supérieur, Mesdames les directrices et Messieurs les directeurs des établissements privés d'enseignement agricole</p>	<p><b><u>Pour information :</u></b></p> <p>Mesdames et messieurs les préfets de Région Mesdames et messieurs les préfets description départements d'Outre-mer</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- UNMFREO</li><li>- FESIA</li><li>- CNEAP</li><li>- UNREP</li></ul>

Il ressort de l'enquête ESOPE, menée durant l'année scolaire 2006-2007, en matière de sécurité incendie, par l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement, que le règlement de sécurité incendie ne paraît pas toujours rigoureusement respecté dans les établissements d'enseignement agricole.

Les établissements d'enseignement agricole doivent être particulièrement vigilants, du fait, d'une part, de l'existence d'internats et d'autre part, de la présence d'une exploitation agricole, rattachée à l'établissement d'enseignement, comportant des bâtiments de type particulier, notamment à structure métallique, où peuvent se trouver entreposés des matériaux combustibles, cette exploitation disposant de points de regroupement élèves en raison de son caractère pédagogique.

Des contacts doivent être pris, au besoin, par la direction régionale de l'agriculture et de la forêt, autorité académique des établissements d'enseignement agricole, avec le service départemental d'incendie et de secours et plus particulièrement son bureau prévention, afin de favoriser des réponses techniques appropriées, aux demandes des établissements, éprouvant des difficultés à mettre en œuvre la réglementation relative à la sécurité incendie.

Je signale à votre attention, en vous demandant d'y remédier rapidement, les principaux manquements relevés par l'Observatoire en la matière.

Vous trouverez également dans la présente instruction un rappel de la réglementation en vigueur, élaboré après avis des responsables dans le domaine de la sécurité incendie au ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Jean-Louis BUËR

## **1-Registre de sécurité incendie**

En 2006-2007, 8% des établissements d'enseignement agricole, répondant à l'enquête ESOPE déclarent **ne pas disposer de registre de sécurité incendie.**

Ce point n'échappe pas aux commissions de sécurité dont une part importante des remarques porte **sur l'absence des documents relatifs à la sécurité incendie qui doivent être consultables dans l'établissement d'enseignement même.**

*L'article R.123-51 du code de la construction et de l'habitation, l'article MS 75 de l'arrêté du 25 juin 1980, imposent la tenue à jour **du registre de sécurité-incendie**, par les établissements recevant du public, quelle que soit leur taille.*

*Cette règle s'applique même aux établissements de la 5<sup>ème</sup> catégorie, en vertu de l'article PE 33, (paragraphe 1) de l'arrêté du 22 juin 1980.*

**Les infractions à cette règle sont passibles de sanctions pénales et administratives qui peuvent aller jusqu'à la fermeture de l'établissement par l'autorité de police compétente.**

### **Le registre de sécurité doit comporter :**

- les noms des personnes désignées pour encadrer et guider les occupants lors d'une évacuation simulée et de celles entraînées à la manœuvre des moyens de secours ;
- les consignes établies en cas d'incendie ;
- les dates et les natures des contrôles et vérifications périodiques ;
- les dates des exercices d'évacuation et une description succincte du déroulement de l'exercice (présence des sapeurs pompiers, de l'autorité académique, conditions et durée de l'évacuation, observations...)
- les dates et les heures des fausses alarmes et si possible, leur origine ou les circonstances dans lesquelles elles se sont déroulées ;
- les procès verbaux des commissions de sécurité et les rapports d'organismes agréés, en annexe à ce document.
- les dates et les éléments d'information sur tout événement pouvant avoir une incidence sur la sécurité (fuite de gaz, certaines pannes de chauffage, détériorations de matériel...)

## **2- Visites des commissions de sécurité**

Il convient de rappeler ici la périodicité des visites des commissions de sécurité pour les établissements avec hébergement..

ERP de 1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>ème</sup> catégorie	ERP de 3 <sup>ème</sup> et 4 <sup>ème</sup> catégorie	ERP de 5 <sup>ème</sup> catégorie
Tous les 2 ans	Tous les 3 ans	Tous les 5 ans

Pour les établissements sans hébergement, les règles sont les suivantes :

ERP de 1 <sup>ère</sup> catégorie	ERP de 2 <sup>ème</sup> catégorie	ERP de 3 <sup>ème</sup> catégorie	ERP de 4 <sup>ème</sup> catégorie	ERP de 5 <sup>ème</sup> catégorie
Tous les deux ans	Tous les 3 ans	Tous les 3 ans	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans

S'il estime qu'il y a danger, le maire peut faire avancer la convocation d'une année.

Le chef d'établissement, en qualité d'exploitant doit solliciter le passage de la commission auprès des services de la mairie territorialement compétente.

A l'issue de la visite, il doit, tout comme le maire des communes intéressées, être destinataire des procès verbaux des commissions qu'il doit archiver.

### **3-Exercices d'évacuation**

Les exercices d'évacuation ont été insuffisamment effectués dans l'enseignement agricole en 2006-2007, qu'il s'agisse des exercices d'évacuation de jour ou des exercices d'évacuation de nuit.

Dans les établissements d'enseignement, les exercices d'évacuation sont rendus **obligatoires** par l'article R.33 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

*« Des exercices d'évacuation doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire.*

*Lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés.*

*Le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie.*

*Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et des personnels.*

***Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité.»***

Il découle du règlement de sécurité précité que le nombre des exercices d'évacuation à effectuer par année scolaire dans les établissements de la 1<sup>ère</sup> à la 4<sup>ème</sup> catégorie **est au moins de 2 dans les établissements sans internat et au moins de 4 (dont 2 de jour et 2 de nuit) dans les établissements avec internat.**

Ce nombre n'est qu'un minimum qui peut être augmenté, en fonction des risques auxquels l'établissement est exposé en pratique et des difficultés rencontrées lors du précédent exercice d'évacuation.

L'Observatoire signale aussi que pour les établissements d'enseignement relevant de l'Education nationale comme de l'agriculture, les exercices de nuit doivent être réalisés **entre 0 et 4 heures du matin, ce moment étant le plus pertinent pour tester un protocole d'évacuation.**

Concernant la **durée d'évacuation**, celle-ci doit pouvoir être réalisée, pour la totalité des lycées agricoles en moins de 10 minutes, la situation à cet égard ne s'améliorant pas depuis l'année scolaire 2004-2005, date à laquelle ce point figure dans les enquêtes de l'Observatoire.

Il est nécessaire de planifier en début d'année scolaire les exercices d'évacuation qui doivent comporter notamment la simulation d'un incendie. (Condamnation d'escaliers, d'issues....) L'exercice peut se dérouler avec l'aide des directions départementales d'incendie et de secours, suivant leur disponibilité.

### **4-Surveillance de la centrale d'alarme incendie**

Lorsque les élèves sont présents, notamment dans les établissements comportant un internat, une personne formée à l'exploitation de la centrale doit se trouver dans l'établissement, en application des articles MS 57 et MS 66 du règlement de sécurité incendie.

## **5-Formation des personnels à l'utilisation des moyens de secours**

●●Conformément à la circulaire n° 84-319 du 3 septembre 1984 (Education nationale, équipement), *le chef d'établissement doit constituer « un service de sécurité incendie, avec du personnel formé à la manipulation des moyens de secours, (extincteurs, robinets armés d'incendie), spécialement désigné.*

*Cette équipe est constituée par du personnel non enseignant. En font obligatoirement partie les personnels logés dans l'établissement.*

*Le nom de ces personnels est mentionné au registre de sécurité. »(Article MS 46 du règlement de sécurité.)*

**Cette disposition est applicable à tous les établissements du 1<sup>er</sup> groupe, c'est à dire à tous les établissements de la 1<sup>ère</sup> à la 4<sup>ème</sup> catégorie incluse, à l'exception de ceux de la 5<sup>ème</sup> catégorie.**

●●**Pour les établissements de 5<sup>ème</sup> catégorie**, l'article PE 27 paragraphe 5 précise :

« Le personnel doit être instruit sur la conduite à tenir, en cas d'incendie, et être entraîné à la manipulation des moyens de secours. L'état des personnels figure au registre de sécurité. »

●●Conformément à l'article MS 51 du règlement de sécurité, le personnel doit participer à des exercices d'instruction, organisés sous la responsabilité du chef d'établissement et doit être entraîné une fois par an, **au maniement sur feux réels** des extincteurs de types et marques présents dans l'établissement.

Cette action peut être menée dans le cadre d'un contrat d'entretien.

**Cette disposition est valable pour les établissements du 1<sup>er</sup> groupe. (1<sup>ère</sup> à 4<sup>ème</sup> catégorie incluse, à l'exception de la 5<sup>ème</sup> catégorie.)**

## **6-La détection**

Un système de sécurité incendie de catégorie A est obligatoire dans tout établissement comportant des locaux à sommeil conformément aux dispositions de l'article R 31.

La détection automatique d'incendie doit être installée dans tous les locaux, excepté les douches et les sanitaires, ainsi que dans toutes les circulations horizontales.

## **7-Responsabilité du chef d'établissement**

Il est de la responsabilité du chef d'établissement de faire vérifier le parfait état des systèmes de sécurité incendie, de s'assurer de la présence d'un représentant de la direction, pour prendre le cas échéant, les premières mesures d'urgence et de prévoir des possibilités d'évacuation réalistes.

## ANNEXE 1

### Pour mémoire, rappel du classement des ERP par catégorie

Les ERP sont classés par catégories, en fonction de l'effectif admissible du public et du personnel.

1ère catégorie : l'effectif est supérieur à 1500 personnes.

2ème catégorie : l'effectif est compris entre 701 et 1500 personnes.

3ème catégorie : l'effectif est compris entre 301 et 700 personnes.

4<sup>ème</sup> catégorie : 300 personnes et au-dessous, à l'exception des établissements compris dans la 5<sup>ème</sup> catégorie

5<sup>ème</sup> catégorie : tableau de l'article PE 2 (modifié par l'arrêté du 16 juillet 2007).

Nombre d'élèves ou d'étudiants accueillis				
A l'internat	Au sous-sol	Au rez-de-chaussée	Dans les étages	Au total
30	100	200	100	200

### Catégorie

Si le nombre des élèves ou des étudiants est <u>égal ou supérieur</u> à l'un de ces nombres : l'établissement est classé dans l'une des 4 premières catégories	Si le nombre des élèves ou des étudiants est <u>égal ou inférieur</u> à l'un de ces nombres (et à 200), l'établissement est classé en 5ème catégorie
--	--

## La sécurité incendie

### Les commissions de sécurité

Catégorie "incendie" de l'établissement ou du bâtiment recevant le plus d'élèves si les bâtiments sont classés différemment	Collège		Lycée		Lycée agricole		Lycée professionnel	
	N	%	N	%	N	%	N	%
1 <sup>ère</sup> catégorie	39	2.2%	96	26.2%	0	0%	29	7.1%
2 <sup>ème</sup> catégorie	539	30%	199	54.4%	9	8%	135	33%
3 <sup>ème</sup> catégorie	975	54.2%	49	13.4%	51	45.1%	187	45.7%
4 <sup>ème</sup> catégorie	199	11.1%	17	4.6%	47	41.6%	50	12.2%
5 <sup>ème</sup> catégorie	47	2.6%	5	1.4%	6	5.3%	8	2%
Total	1799	100%	366	100%	113	100%	409	100%

Activités annexes (autres que le type R)	Collège		Lycée		Lycée agricole		Lycée professionnel	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Restauration (N)	1588	74.1%	348	54%	90	44.8%	371	68.3%
Gymnase (X)	462	21.6%	220	34.1%	67	33.3%	148	27.3%
Salle de spectacles (L)	93	4.3%	77	11.9%	44	21.9%	24	4.4%
Total	2143	100%	645	100%	201	100%	543	100%

Dernier avis de la commission de sécurité	Favorable		Défavorable	
	N	%	N	%
Collège	1702	92.3%	141	7.7%
Lycée	317	83.9%	61	16.1%
Lycée agricole	100	88.5%	13	11.5%
Lycée professionnel	382	89.3%	46	10.7%
Total	2501	90.6%	261	9.4%

Date du dernier passage	Collège	Lycée	Lycée agricole	Lycée professionnel
	%	%	%	%
2001	4.9%	0.8%	2.8%	4.6%
2002	9.7%	8.2%	11.3%	10.1%
2003	17.3%	21.1%	32.1%	21.5%
2004	26.3%	24.7%	29.2%	19.7%
2005	21.5%	20.3%	19.8%	20.8%
2006	15.9%	17.8%	4.7%	17.7%
2007	4.4%	7.1%	0.0%	5.6%

Remarques	Collège	Lycée	Lycée agricole	Lycée professionnel
Absence de documents	9.8%	10%	13.5%	9.7%
Dispositions Constructives	4.7%	7.5%	3.8%	6.2%
Installations techniques	24.2%	27.4%	30.8%	23.7%
Moyens de secours	11.6%	11.6%	15.8%	12.9%
Conditions d'exploitation	8.9%	9.8%	5.3%	9.4%
Divers	40.8%	33.6%	30.8%	38%

Présence registre de sécurité incendie	Oui	Non
Collège	98.2%	1.8%
Lycée	99%	1%
Lycée agricole	92%	8%
Lycée professionnel	98%	2%



Dernière mise à jour du registre	Année en cours	Année N-1	Année N-2	Ne sait pas
Collège	91.1%	5.2%	1.5%	2.2%
Lycée	94.2%	2.1%	1.1%	2.6%
Lycée agricole	83.5%	3.7%	4.6%	8.3%
Lycée professionnel	91.9%	3%	1.9%	3.2%

### Les exercices d'évacuation

Affichage consignes et plans d'évacuation	Oui	Non
Collège	98.6%	1.4%
Lycée	99%	1%
Lycée agricole	99.1%	0.9%
Lycée professionnel	99.1%	0.9%

Nbre d'exercices d'évacuation de jour	0	1	2	3	4 et plus
	%	%	%	%	%
Collège	4.1%	17.6%	34.8%	40.6%	2.8%
Lycée	3.4%	21.6%	40.1%	29.3%	5.5%
Lycée agricole	22.1%	33.6%	24.8%	15.9%	3.5%
Lycée professionnel	4.7%	23.2%	37.6%	27.5%	7%

Date dernier exercice d'évacuation de jour	Collège	Lycée	Lycée agricole	Lycée professionnel
	%	%	%	%
2004	21.8%	23.7%	36.8%	26.2%
2005	27.2%	27.8%	48.7%	29.6%
2006	30.2%	31.4%	14.5%	24.3%
2007	20.8%	17.1%	0%	19.8%

Durée exercice d'évacuation de jour	Collège	Lycée	Lycée agricole	Lycée professionnel
	%	%	%	%
>3 et <=5min	87.1%	68.2%	61.3%	71.3%
>5 et <=10 min	11.3%	28.6%	29%	26.3%
>10 min	1.5%	3.2%	9.7%	2.4%

Présence d'un internat	Oui	Non
Collège	5%	95%
Lycée	60.8%	39.2%
Lycée agricole	92.2%	7.8%
Lycée professionnel	58.3%	41.7%
Total	24.6%	75.4%

Nbre d'exercices d'évacuation de nuit	0	1	2	3	4 et plus
	%	%	%	%	%
Collège	21.1%	36.8%	25.3%	16.8%	0%
Lycée	5.8%	44.8%	30.5%	17.5%	1.3%
Lycée agricole	7.6%	53.3%	30.5%	7.6%	1%
Lycée professionnel	7.6%	41.2%	33.6%	15.2%	2.4%

Heure du dernier exercice de nuit	Avant 22 h	22 h / 24 h	0 h / 2 h	2 h / 4 h	4 h / 6 h
	%	%	%	%	%
Collège	41%	46.2%	1.3%	2.6%	9%
Lycée	24.4%	51.6%	2.3%	1.4%	20.2%
Lycée agricole	9.1%	51.5%	3%	2%	34.3%
Lycée professionnel	25.6%	49.6%	4.6%	2.1%	18.1%

Durée exercice d'évacuation de nuit	Collège	Lycée	Lycée agricole	Lycée professionnel
	%	%	%	%
>3 et <=5min	91%	70.4%	57%	72.2%
>5 et <=10 min	7.7%	26.3%	34%	25.3%
>10 min	1.3%	3.3%	9%	2.4%

Internat dans bâtiment réservé à cet usage	Oui	Non
Collège	24.7%	75.3%
Lycée	31.1%	68.9%
Lycée agricole	31.1%	68.9%
Lycée professionnel	42%	58%
Total	34.5%	65.5%



Etage où se situe l'internat	Collège	Lycée	Lycée agricole	Lycée professionnel
	%	%	%	%
Rdc	1%	4.1%	1.8%	6.5%
1er étage	38%	22.6%	35.3%	29.2%
2ème étage	39%	33.1%	32.6%	34.8%
3ème étage	18%	28.2%	15.5%	22.2%
4ème et plus	4%	11.9%	4.8%	7.3%

Désignation responsable en cas sinistre nocturne	Oui	Non
Collège	68.2%	31.8%
Lycée	83.7%	16.3%
Lycée agricole	81%	19%
Lycée professionnel	80.5%	19.5%

### La formation à la manipulation des moyens de secours

Nombre d'enseignants formés	0	1	2	3	4 et plus
	%	%	%	%	%
Collège	86.5%	2.4%	2.4%	1.6%	7%
Lycée	86.1%	2.6%	1.6%	0.6%	9.1%
Lycée agricole	70.6%	6.4%	6.4%	2.8%	13.8%
Lycée professionnel	76.2%	3.3%	5.2%	2.5%	12.8%

Nombre d'ATOSS formés	0	1	2	3	4 et plus
	%	%	%	%	%
Collège	42.8%	23%	13.4%	5.5%	15.4%
Lycée	41.6%	9%	9%	6.3%	34%
Lycée agricole	50%	6.4%	9.1%	3.6%	30.9%
Lycée professionnel	41.7%	12.5%	12%	6.8%	27.1%

Personnes désignées et entraînées à la sécurité	Oui	Non
Collège	42.5%	57.5%
Lycée	56%	44%
Lycée agricole	31.6%	68.4%
Lycée professionnel	45.2%	54.8%

### La détection incendie

Présence de détecteurs d'incendie	Oui	Non
Collège	46%	54%
Lycée	80.8%	19.2%
Lycée agricole	98.3%	1.7%
Lycée professionnel	79.1%	20.9%

Surveillance de la centrale d'alarme	Oui	Non
Collège	85.8%	14.2%
Lycée	95.5%	4.5%
Lycée agricole	84.2%	15.8%
Lycée professionnel	89%	11%

Formation personnel chargé de sa surveillance	Oui	Non
Collège	58.1%	41.9%
Lycée	78.6%	21.4%
Lycée agricole	72.7%	27.3%
Lycée professionnel	74.2%	25.8%

Incendie durant l'année scolaire en cours	Oui	Non
Collège	3.7%	96.3%
Lycée	8.6%	91.4%
Lycée agricole	13.9%	86.1%
Lycée professionnel	7.4%	92.6%